

DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC- IKIBIRI

1. Nous , membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC- IKIBIRI, suivons de près et régulièrement la situation politique , sécuritaire et sociale au Burundi.
2. Depuis les élections communales du 24 mai 2010 , le Burundi vit une crise politico-institutionnelle résultant de la mascarade électorale orchestrée par le CNDD-FDD en complicité avec la CENI. En effet, depuis la découverte des fraudes massives et irrégularités notoires qui ont entaché l'organisation des élections générales de 2010, le Burundi vit les moments les plus difficiles de son histoire démocratique, alors même que le monde entier croyait les démons du passé entrain de s'éloigner pour laisser la place aux efforts de reconstruction et de développement.
3. D'emblée, il est à assurer que les conséquences de la mascarade électorale de 2010 ponctuée par les fraudes massives et les irrégularités diverses s'avèrent sérieusement préjudiciables pour l'avenir de la nation burundaise. Alors qu'un processus électoral normal et transparent tel qu'il était espéré aurait permis de ramener la quiétude, la confiance et l'unité parmi la population, les élections biaisées ont conduit forcément le pays à de graves situations d'impasse qui peuvent anéantir la nation si le pouvoir en place continue à agir dans le chemin qu'il s'est tracé. Ces conséquences sont néfastes et nombreuses, entre autres, la non-reconnaissance des institutions issues des élections biaisées par les partis de l'opposition et une partie de la communauté internationale, la destruction du processus électoral au Burundi, le retour au monopartisme et refus de l'opposition, l'installation d'un régime politique antidémocratique, illégitime et répressif, exclusif, le renforcement de l'insécurité, de graves divisions sociales et politiques dans la population, la perte de confiance de la population dans son pays et ses dirigeants, ainsi que la perte de confiance des bailleurs de fonds.
4. Constatant que le processus démocratique était gravement mis en danger par les comportements irresponsables et répréhensibles du pouvoir en place qui agissait en complicité avec la CENI, des partis politiques de l'opposition ont décidé d'unir leurs efforts pour refuser cet état de fait et ont mis en place une organisation politique légale, la coalition ADC- IKIBIRI, à travers laquelle ils peuvent mener le combat politique conséquent pour ramener le pays sur le droit chemin. Cependant, l'action politique de la coalition ADC- IKIBIRI va plus loin que le seul objectif du règlement du contentieux électoral.
5. En effet, la coalition a une vision à moyen et long terme pour le pays qui se traduit par un combat politique axé principalement sur le déracinement des principales tares actuelles observées chez le pouvoir en place, notamment, les fraudes électorales, la répression, la violation massive des droits de l'homme y compris les nombreux assassinats politiques, la corruption, la privation des libertés publiques et politiques, l'immixtion du pouvoir dans l'organisation interne des partis politiques à des fins divisionnistes, etc. L'ADC- IKIBIRI n'est donc pas une organisation politique devant disparaître avec la période électorale comme tente de l'imposer actuellement le pouvoir en place par le biais du Ministre de l'Intérieur.
6. Le rouleau compresseur sur l'opposition a continué à fonctionner et devient un mode de gouvernance du pouvoir actuel. Des arrestations arbitraires des membres de l'opposition s'observent quotidiennement, les leaders de l'opposition ont été poussés à l'exil , des assassinats , des emprisonnements et des menaces de mort des membres de la société civile sont monnaie courante.

7. Par les temps qui courent, nous assistons à une recrudescence vertigineuse de l'insécurité au Burundi. L'ADC-Ikibiri porte encore une fois à la connaissance de la communauté tant nationale qu'internationale qu'elle rejette toute opinion selon laquelle certains membres des partis d'opposition réunis au sein de l'ADC-Ikibiri, auraient quitté leurs foyers pour regagner le maquis. L'ADC-Ikibiri a opté pour une voie politique et pacifique et n'est pas prête à faire la guerre. Même si l'ADC est constitué des partis qui ont dénoncé les fraudes électorales, toute personne qui serait en train de rejoindre le maquis le fait à titre individuel. Sa bataille n'est pas celle de faire retomber le Burundi encore une fois dans une crise de guerre civile, tout en ajoutant qu'au Burundi la vie des opposants politiques et de la société civile est devenue compliquée ces derniers jours suite aux intimidations et arrestations des membres de l'opposition.
8. Le harcèlement des membres des partis politiques de l'opposition atteint la limite du tolérable. Ceci se manifeste dans plusieurs coins du pays. Il y a des cas d'intimidation et des exécutions extrajudiciaires des membres de l'opposition par les services de renseignement (police présidentielle) autres maux sans qualifications qui pèsent lourdement sur l'opposition. Ainsi, à titre d'exemple, dix-sept personnes ont été arrêtées par la police dans la ville de Rumonge pour raison d'enquête suite à des rumeurs d'une attaque armée dans cette ville qui circulaient ces derniers jours et une fouille perquisition a été faite pour chercher des armes. Une semaine avant, deux autres personnes accusées de collecter de l'argent et des vivres en faveur des combattants d'une rébellion qui officiellement n'existe pas avaient été arrêtées dans la même commune. Toutes ces personnes ont été appréhendées pour le simple fait qu'elles appartiennent aux partis de l'ADC-Ikibiri. Les services de renseignement fomentent des coups d'état pour le but ultime d'arrêter des opposants membres de l'ADC-Ikibiri. Une réunion entre de hauts cadres de la police et de l'armée issus du CNDD-FDD a dressé une liste d'opposants politiques et des arrestations de ces derniers ont vite commencé à travers tout le pays. Les cas d'arrestation les plus récents dans la même ligne d'idées sont ceux qui viennent d'être opérées dans la commune de Rumonge où deux membres de l'ADC-Ikibiri ont été arrêtés, accusés d'avoir planifié une attaque qui a coûté la vie dernièrement à deux policiers à Burambi en province Bururi.
9. La corruption généralisée, les malversations économiques et le détournement des fonds publics, le manque de transparence et l'opacité dans la gestion de l'Etat s'avèrent être aujourd'hui les principaux responsables de la mauvaise gouvernance économique au Burundi. La situation est d'autant plus inquiétante aux yeux des Burundais, amis du Burundi et les bailleurs de fonds que ces mauvaises pratiques de gestion opaque ont tendance à s'institutionnaliser. Les cas de corruption continuent à frayer la chronique.
10. En effet dès son entrée en fonction, le pouvoir CNDD-FDD a ouvert la boîte de Pandore et annoncé la couleur dès les premiers débuts de son premier mandat par la vente illicite du jet présidentiel –le Falcon 50- de façon mafieuse, sans respect d'aucune procédure légale. D'autres actes de corruption et de mauvaise gestion vont suivre à une vitesse effrayante, tellement que l'on croirait que les différents responsables s'adonnent à une compétition de qui volera plus sera le meilleur ! Loin d'énumération exhaustive, citons notamment les cahiers ougandais, le dossier des plaques d'immatriculation, INTERPETROL, les haricots de la police burundaise, le sucre de SOSUMO, la route RUMONGE, le café burundais, le Pétrole nigérian, les 37 milliards de fbu cédés gratuitement au Congo et au Rwanda, le matériel défectueux au ministère de la défense, et dernièrement le scandale mafieux des 650 milliards de fbu pour l'achat du matériel de communication à la société américaine AEE.
11. Jour par jour, le gouvernement du Burundi ne cesse de freiner l'épanouissement de son peuple par des actions impopulaires. Si nous regardons la hausse des prix des denrées de

première nécessité, il y a lieu de croire, sans risque de se tromper, que la population a été complètement oubliée au profit d'une poignée de personnes au pouvoir. A cela s'ajoute le problème de transport sur taxis moto qui a été interdit en ville. Une Autre action impopulaire est le redéploiement, une autre forme de chasse des opposants politiques. Actuellement, nous sommes à la phase de redéploiement dans les ministères de l'Education, de la Justice et de la Santé publique. Le pouvoir Nkurunziza agit souvent maladroitement dans l'ombre via son parti au pouvoir à tel enseigne qu'il se discrédite du jour au lendemain.

12. Face à ces agissements, assainir le climat politique en privilégiant le dialogue avec tous les acteurs sociopolitiques reste la seule issue pour prévenir les crises et rassurer les leaders de l'opposition qui ont fui le pays pour qu'ils regagnent la terre natale. Force est de constater le manque de volonté du président Nkurunziza pour dialoguer avec l'opposition dans le but de vider les questions épineuses qui hantent l'opposition dans le pays . En effet, dans son discours à la Nation à l'occasion du nouvel an, il a rejeté toute forme de négociation avec les partis d'opposition. Selon lui, seul le forum permanent des partis politiques, initié par le gouvernement sera financé avec les fonds de l'Etat, tout en sachant que les partis politiques regroupés au sein de l'ADC-Ikibiri s'y sont retirés. Le financement des partis politiques est un appât pour ces derniers et la loi sur les l'opposition ne sera qu'une contrainte légale pour mieux museler les partis politiques de l'opposition. En fin de compte, les partis politiques ne peuvent bien fonctionner que si la loi les régissant ainsi que le décret portant réglementation des manifestations sur la voie publique et réunions publiques sont scrupuleusement respectés.

13. Comme nous l'avions mentionné lors de nos déclarations antérieures, nous mettons en garde la communauté nationale et internationale que les nombreuses irrégularités et fraudes massives constatées lors des premières élections 2010 et les nombreuses conséquences y afférentes hypothèquent largement l'avenir du pays. En tant que démocrates et soucieux de la paix, de la sécurité et d'un bon avenir de tout le peuple burundais meurtri par plusieurs années de guerre, nous ,membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger , regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, recommandons ce qui suit.

1°. Que le Président Pierre Nkurunziza initie rapidement un dialogue franc avec l'ADC-IKIBIRI en y incluant tous autres partenaires sociopolitiques internes et étrangers pour résoudre le contentieux des élections 2010 et d'autres problèmes épineux de sécurité et de développement socio-économique du pays afin de renforcer les piliers de la démocratie chère aux burundais. S'il y a des dérapages dus à l'exaspération de la population, le pouvoir Nkurunziza et son gouvernemnet seront tenus responsables.

2°. A la communauté Internationale d'être témoin et de faire une pression sur le Président Nkurunziza dans l'aboutissement de ce dialogue dans l'ultime but de créer l'espace de libre action politique, le retour des leaders de l'opposition exilés, le renouement de la confiance et la mise en place des institutions véritablement démocratiques.

3°. Libérer tous les prisonniers politiques et cesser les arrestations, les montages de coup d'état hypothétique, les assassinats et les emprisonnements des membres des partis de l'opposition et de la société civile ainsi que les actions impopulaires de tout bord .

Fait à Bruxelles le 08/02/2011,

Pour les membres des partis de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de
l'ADC-IKIBIRI

Aimé MAGERA, Coordonnateur , sé